

L'influence chrétienne sur la construction européenne

Première partie : *De Constantin à Emmanuel Mounier*

L'Union européenne est actuellement au centre de nombreux débats, que ce soit sur les vertus ou défauts réels ou supposés de l'euro ou sur le rôle qu'on lui fait porter dans les dégâts collatéraux de la mondialisation. Le but de cet article n'est pas de répondre à ces accusations mais de prendre de la hauteur pour voir d'où vient l'idée d'Europe unie.



Il ne s'agit pas non plus d'entrer ici dans le débat sur les racines chrétiennes de l'Europe, débat qui a agité les conventionnels réunis pour élaborer une *Constitution pour l'Europe* entre 2001 et 2003 mais d'apprécier, au fil du temps, l'influence des milieux chrétiens dans la construction de l'Europe unie.

Cette influence n'est ni exclusive – car de nombreux acteurs de l'union de l'Europe ne font pas référence au christianisme – ni anecdotique car elle a été durable ; elle s'inscrit dans l'histoire du continent européen depuis les origines de la chrétienté.

Au fil des siècles, de nombreux penseurs de l'unité du continent ont été influencés par le souvenir d'un âge d'or au cours duquel l'Europe aurait vécu en paix sous la double férule de l'Empire Romain et de la chrétienté triomphante. Cet âge d'or aurait disparu avec les invasions barbares pour laisser place à des royaumes puis à des États-nations perpétuellement en guerre les uns contre les autres jusqu'à l'horreur absolue que représentent les deux Guerres mondiales, véritables guerres civiles européennes. La construction de l'Europe était, pour ses instigateurs dans les années 50, l'antidote à cette boucherie.

Nous verrons successivement quelle était la réalité de cet âge d'or puis la contribution de ces penseurs chrétiens et enfin l'apport décisif de la démocratie chrétienne à la construction européenne dans les années 50.

Un âge d'or romano-chrétien ?

En 313, l'empereur romain Constantin adopte, par l'édit de Milan, la religion chrétienne. Il en profite pour prendre en main une église encore faible et peu organisée. La foi devient une affaire d'État et le concile de



Nicée (325) se tient sous le regard vigilant de l'empereur. Une brève réaction païenne a lieu, à l'instigation de l'empereur Julien (361-363) mais un de ses successeurs, Théodose (379-395), élève le christianisme au rang de religion d'État (édit de Constantinople 381) et interdit la pratique des anciennes religions sous peine de mort. Dès lors, l'Empire romain et le christianisme s'appuient l'un sur l'autre.

Il faut analyser cette période de paix et d'ordre en Europe, sous la férule d'un Empereur chrétien.

Tout d'abord, géographiquement, elle ne concerne que le bassin méditerranéen. Des pans entiers du continent européen ne bénéficient pas de la *pax romana*. L'empire romain s'étend jusqu'au Rhin et au Danube ; le nord-est de l'Europe n'est pas concerné, car la présence romaine outre Rhin et outre Danube a été fugace.

Ensuite, la paix civile est une notion relative car l'Empire romain connaît, au cours de son dernier siècle d'existence, de nombreux coups d'état, des guerres civiles, des conflits avec les Perses, des invasions dites « barbares » (à partir de 375) et une scission en deux parties rivales, l'*Empire d'Occident* et l'*Empire d'Orient*.

Enfin, la paix religieuse est toute relative ; outre les persécutions contre les païens, les chrétiens se déchirent entre eux (lutte contre l'*arianisme*, 318-381).

En 476, Odoacre, général romain d'origine germanique, dépose le dernier empereur d'Occident, Romulus Augustule. Le flambeau de la romanité et du christianisme est repris officiellement par l'Empire romain d'Orient.

L'empire romain reconstitué ?

Après la disparition de l'Empire d'Occident, l'Europe est passablement morcelée. À l'Ouest, des royaumes barbares se partagent les dépouilles de l'Empire.

Mais son fantôme hante toujours les rois « barbares » ; dès que l'un d'entre eux veut se hausser au-dessus des autres, il tente d'endosser la légitimité que confère le fait d'être le successeur de l'empereur. Pour cela, il s'appuie sur une autre légitimité, celle du pape : Le roi franc Charlemagne (768-814) recrée en 800, en s'appuyant sur la papauté, un empire chrétien revendiquant la filiation romaine ; l'empereur romain d'Orient, Michel 1^{er}, le reconnaît d'ailleurs comme empereur d'Occident. L'axe de cet empire n'est plus la Méditerranée mais le Rhin.

Là encore, l'empire carolingien ne recouvre pas toute l'Europe : l'Europe orientale au-delà de l'Oder, la Scandinavie et les îles britanniques sont hors de portée des troupes carolingiennes, la péninsule ibérique est sous domination musulmane et les Balkans restent dans l'Empire byzantin.

Curieusement, les limites de l'Empire carolingien correspondent à celle de la future Communauté européenne lorsqu'elle était limitée à six États membres entre 1951 et 1973 !

L'Europe divisée

Bien que le clergé ait souhaité son maintien, l'Empire carolingien disparaît, victime des découpages dynastiques, des invasions étrangères et du morcellement politique créé par le développement de la féodalité.

Le partage instauré par le traité de Verdun (843) est lourd de conséquences pour l'avenir : il crée un royaume franc occidental (future *France*), un royaume franc oriental (future *Allemagne*) et, entre les deux, une Lotharingie s'étirant des Pays-Bas à l'Italie dont les deux précédents empires se disputeront les morceaux pendant plus de mille ans !

Les empereurs du saint Empire romain germanique (issu du partage de Verdun) affichent leur « descendance romaine » avec l'appui, plus ou moins sincère ou intéressé selon les cas, de la papauté ; ils se font couronner à Rome. Mais cette construction hétéroclite n'est guère solide car affaiblie par le principe de l'élection de l'empereur par les grands dignitaires allemands. Elle sera cependant durable, puisque le coup de grâce ne sera porté qu'en 1806 par Napoléon 1^{er}.

Les relations de l'église catholique avec le Saint Empire dégénèrent à certains moments en conflits violents dès lors que leurs intérêts divergent (querelle des investitures, lutte entre guelfes et gibelins 1075-1122).

La naissance d'états monarchiques centralisés accélère le fractionnement du continent européen ; certes, ce sont des états chrétiens mais qui n'hésitent pas à contester l'autorité papale. Le mythe d'un occident chrétien uni derrière son pape, mis à l'honneur pour les besoins de la mobilisation en faveur des premières croisades, ne résiste pas aux ambitions conquérantes des souverains. Même la menace turque (siège de Vienne en 1683) ne ressoude pas l'unité de la chrétienté : François 1^{er} s'appuie sur l'Empire ottoman pour prendre à revers le saint empereur romain germanique Charles Quint !

Au XVI^e siècle, la rivalité entre royaumes chrétiens se prolonge outre-mer lors de la constitution d'empires coloniaux. L'unité spirituelle de l'Europe occidentale vole en éclat avec la Réforme et les guerres de religions. Une nouvelle coupure naît, encore visible aujourd'hui, entre une Europe du nord protestante, une Europe du sud catholique et une Europe orientale orthodoxe : les actuels débatteurs sur l'avenir de la zone euro utilisent la même ligne de fracture !

Au sud-est de l'Europe, l'Empire romain d'Orient s'est hellénisé sous l'appellation d'Empire byzantin. Malgré une tentative pour reconquérir le pourtour méditerranéen sous Justinien (527-565), il se limite bientôt aux Balkans et à l'Asie mineure. Il agonise pendant mille ans sous les coups simultanés ou successifs des Perses, des Avars, des Slaves, des Bulgares, des Arabes, des féodaux latins puis des Turcs.

Les querelles religieuses le déchirent : lutte entre partisans de la doctrine de Nestor et ceux de la doctrine de Cyrille (431-451), entre iconoclastes et iconodoules (VIII^e et IX^e siècles). Néanmoins, Byzance évangélise avec succès l'Europe orientale.

La contestation de l'autorité du pape à partir du concile de Constantinople (680-681) puis le schisme de 1054 entre églises d'Occident et d'Orient ensuite la prise et le saccage de Constantinople par les croisés d'Europe occidentale en 1204 et enfin la création d'États latins dans les Balkans sont été les étapes d'une rupture religieuse entre les deux moitiés chrétiennes de l'Europe. Pendant neuf siècles (de 1054 jusqu'au concile de Vatican II en 1965), les églises d'Occident et d'Orient se sont excommuniées mutuellement.

Les Turcs ottomans ont porté le coup mortel à l'Empire byzantin en 1453 (prise de Constantinople). Alors les Balkans sont passés sous domination ottomane pendant quatre siècles. La rupture politique avec l'Occident s'ajoute à la rupture religieuse.

Les penseurs d'une réunification de l'Europe chrétienne

Devant cette désunion de l'Europe, de nombreux penseurs, influencés par le mythe de l'âge d'or, imaginent des constructions théoriques censées ramener la paix entre royaumes chrétiens.

Sans entrer dans le détail de ces projets, souvent vagues, on peut résumer sommairement leur contenu et mettre en valeur leurs points communs.

D'une part, certains de ces penseurs imaginent de reconstituer un empire fédérant les royaumes chrétiens : tels sont les projets d'Enjelbert d'Admont vers 1310 (*De Ortu et Fine Romani Imperii*) ou du poète Dante vers 1318 (*De Monarchia*).

Pour d'autres, il s'agit d'unir les royaumes chrétiens par un pacte et de soumettre leurs différends à une assemblée représentant les différents princes ; certains projets prévoyaient même une armée commune : telles sont les idées de l'avocat français Pierre



Dubois (*De Recuperatione Terre Sancte* 1306) ou du roi de Bohême Georges de Poděbrady (*Traité d'alliance et de confédération... pour résister au Turc* 1464),

Au XVI^e siècle, il ne s'agit plus de reconstituer la chrétienté ni l'Empire mais, pour Sully, de créer une confédération d'États européens (*Le Grand Dessein* entre 1620 et 1635) ou pour le Français Emeric Crucé de constituer une organisation mondiale d'arbitrage des différends, incluant l'Empire ottoman et le Japon (*Le nouveau Cynée* 1623). L'Anglais William Penn (*Essay towards the Present and Future Peace of Europe* 1693) et l'abbé de Saint Pierre (*Le projet de paix perpétuelle* 1712) réfléchissent à la pacification des rapports entre royaumes et à l'unification de l'Europe.

Les XVIII^e et XIX^e siècles vont voir les projets se sophisticationner sous l'influence de la révolution américaine qui engendre la première grande fédération d'États. Par contre, les références à l'unité chrétienne sont désormais absentes, remplacées par la liberté et le libre échange comme moyens d'atteindre la paix perpétuelle.

Emmanuel Kant (*Zum ewigen Friede* 1795), le comte de Saint-Simon (*De la réorganisation de la société européenne* 1814), Victor Hugo (*Appel en faveur des États-Unis d'Europe* 1849), Proudhon (*Principe fédératif* 1863) avancent des projets pour l'Europe qui hésitent entre confédération d'États et fédération de peuples.

Ces idées resteront circonscrites à un cercle d'intellectuels et n'influenceront guère les souverains.

Ces derniers, après le bouleversement napoléonien, mettent en place une *Sainte Alliance* (congrès de Vienne 1815) qui fait référence à une « nation chrétienne » mais il s'agit d'une alliance souple d'autocrates bien décidés à écraser toute velléité de résurgence de l'impérialisme français ou d'éclosion de mouvements démocratiques. Ce concert européen, fondé sur un équilibre instable des puissances, tentera de circonscrire toutes les crises affectant le continent et ses prolongements coloniaux, jusqu'à la Première guerre mondiale.

La relance de l'idée européenne après 1918

La première guerre mondiale provoque la naissance d'un mouvement pacifiste symbolisé par la formule « *plus jamais ça !* ». L'unification politique de l'Europe et la réconciliation franco-allemande semblent des réponses porteuses de paix pour l'avenir.

Parmi les courants intellectuels sensibles à ces idées figurent des démocrates-chrétiens. Marc Sangnier (1873-1950) milite en faveur du pacifisme et pour la réconciliation franco-allemande avec la *Jeune République* ; il réunit en 1926 au château de Bierville (Boissy-la-Rivière, Essonne) 10 000 jeunes européens qui jurent fidélité à l'Europe. Les démocrates chrétiens soutiennent les projets

d'unification européenne de Richard Coudenhove-Kalergi (*L'Union paneuropéenne* 1923) et d'Aristide Briand (*Le lien fédéral européen* 1929).

Les catholiques Emmanuel Mounier et Jacques Maritain, le protestant Denis de Rougemont écrivent dans des revues telle que *Esprit*, *Ordre nouveau* ou *Plans*, recherchant une nouvelle voie entre capitalisme, fascisme et communisme : elle s'enracinerait dans la famille, le métier, la cité, la région, la nation et l'Europe.

Pendant la Seconde mondiale, des catholiques anti nazis fondent le *cercle de Kreisau* (Propriété des Moltke en Silésie) autour de Helmuth Von Moltke et prônent une fédération européenne. Ils seront pour la plupart pendus avant la fin de la guerre.

Seconde partie : Des Rencontres de Genève à aujourd'hui

Au lendemain de la Seconde guerre mondiale, des chrétiens ont mûri des projets d'unification de l'Europe comme antidote à toute résurgence du nazisme. Ces projets sont fondés sur des valeurs chrétiennes telles que le pardon et la réconciliation.

En France, le **Mouvement républicain populaire** (M.R.P.) est créé avec Marc Sangnier comme président d'honneur. Il devient très vite le principal parti de France au début de la IV^e République et un promoteur de l'idée européenne.

Le mouvement **Pax Christi**, fondé par Mgr Théas, tente de favoriser la réconciliation avec l'Allemagne. Les jésuites organisent les rencontres de Lahr (Bade, Allemagne de l'Ouest). Les **Nouvelles équipes internationales**, fondées en mars 1947 par Robert Bichet (rédacteur aux cahiers de *Témoignage chrétien*, député MRP et secrétaire d'État en 1946), veulent renforcer la démocratie sociale et développer le fédéralisme européen. Leur doctrine est à mi-chemin entre capitalisme et marxisme mais évolue à partir de 1949 vers l'anti bolchévisme.



Les démocrates-chrétiens se réunissent alors régulièrement lors des **Rencontres de Genève** entre 1947 et 1956 ; les principaux partis démocrates-chrétiens des pays d'Europe occidentale, souvent associés au pouvoir, sont représentés : MRP français, PSC

belge, CDU allemande (et sa branche bavaroise CSU), DC italienne, KPV néerlandais, KV suisse et ÖPV autrichien.

On y croise Georges Bidault, Konrad Adenauer, Denis de Rougemont et bien d'autres.

Mais les défenseurs de l'idée européenne, qu'ils soient démocrates-chrétiens, conservateurs ou socialistes, se partageaient en deux camps : les *fédéralistes*, qui sont partisans de transferts de souveraineté importants vers une future fédération européenne et les *unionistes* ou *confédéralistes*, qui souhaitent seulement une coopération limitée entre États souverains.

Le congrès de l'Europe, réuni du 7 au 11 mai 1948 à La Haye, à l'instigation du *Comité International de coordination des mouvements pour l'unification de l'Europe*, rassemble 775 délégués originaires de 24 pays européens. Y participent de nombreuses personnalités politiques tels que les Français Paul Ramadier, président de la commission politique du Congrès, François Mitterrand, Léon Blum, Edouard Daladier, Paul Reynaud, Jacques Chaban-Delmas, Jean Monnet, le Belge Paul Van Zeeland, président de la commission économique, l'Italien Alcide de Gasperi, les Britanniques Winston Churchill, Anthony Eden et Harold Macmillan, l'Allemand Konrad Adenauer, l'Espagnol Salvador de Madariaga, président de la commission culturelle et le Suisse Denis de Rougemont.

Toutes les sensibilités politiques et philosophiques y sont représentées, à l'exclusion des communistes et de l'extrême droite.

Malgré l'enthousiasme qui anime ce congrès, fédéralistes et unionistes n'arrivent pas à s'entendre. Les Britanniques et les Scandinaves ne veulent pas entendre parler de transfert de souveraineté ; les Français, les Belges et les Italiens sont tentés à l'époque par le fédéralisme. Les résolutions sont, de ce fait, alignées sur le *plus petit commun dénominateur* !

Néanmoins, ce congrès aura une influence majeure sur la construction de l'Europe ; en effet, on trouve dans ses préconisations des projets qui se concrétiseront plus tard sous forme d'institutions uniques au monde :

- **L'Assemblée parlementaire européenne**, première assemblée multinationale de l'histoire, se réunit pour la première fois à Strasbourg le 8 août 1949 ; elle rassemble de nos jours des parlementaires de 47 pays européens membres du Conseil de l'Europe.
- La **Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme**, est ouverte à la signature des États le 4 novembre 1950 et régulièrement enrichie jusqu'à nos jours ; elle fait de l'Europe le continent le plus avancé dans la défense des droits humains.
- Le **Collège de l'Europe**, est fondé en 1950 comme premier institut universitaire européen ; il a formé sur les campus de Bruges (Belgique) puis, ultérieurement de Natolin (Pologne) des générations de jeunes européens.
- La **libre circulation des hommes et des biens**, qui sera amorcée avec la création de la *Communauté Économique Européenne* en 1957 (traité de Rome signé le 25 mars 1957) et sera réalisée par le grand marché unique européen en 1992.
- La **Cour européenne des droits de l'Homme**, qui verra le jour à Strasbourg le 18 septembre 1959 pour veiller au respect de la convention ci-dessus ; elle demeure à ce jour le seul tribunal international habilité à condamner un État européen sur requête d'une personne physique estimant ses droits bafoués.

Il faut se représenter ce que signifiaient ces institutions au moment de leur gestation en 1948 et de leur création dans les années 50 : l'Europe sortait de la guerre, ravagée physiquement et économiquement, la haine entre les peuples était encore palpable, les frontières, les douanes, les restrictions au commerce étaient encore la règle, la souveraineté des États, pour la plupart encore centre d'un empire colonial, était considérée comme intangible

« L'Europe vaticane »

Il s'est trouvé qu'au début des années 50, des démocrates chrétiens sont arrivés au pouvoir dans trois grands pays européens :



- En France, **Robert Schuman** (1886-1963), Président du Conseil de novembre 1947 à juillet 1948 puis ministre des affaires étrangères de 1948 à 1953 ; son conseiller était Jean Monnet.

- En Allemagne fédérale, **Konrad Adenauer** (1876-1967), chancelier de 1949 à 1963.

- En Italie, **Alcide de Gasperi** (1881-1954), président du Conseil de 1945 à 1953.

Cette conjonction, au sens astronomique du terme, sera très bénéfique pour la construction européenne. En effet, Robert Schuman propose dans son discours du 9 mai 1950 de réconcilier la France et l'Allemagne et de rendre impossible tout futur conflit en mettant en commun le charbon et l'acier de la France, de l'Allemagne et de tout autre pays intéressé. Il faut se représenter qu'à l'époque acier et charbon sont les composants

indispensables pour la fabrication des armes. La réponse d'Adenauer et de Gasperi est tout de suite favorable car, au-delà de l'aspect économique, ils discernent, eux les représentants des pays vaincus, à quel point la proposition de Schuman est généreuse et audacieuse cinq ans seulement après la fin du conflit.

La **Communauté européenne du charbon et de l'acier** est créée par le traité de Paris le 18 avril 1951 grâce à l'entente de ces hommes (et de quelques autres comme le Belge Paul-Henri Spaak et le Luxembourgeois Joseph Bech).

Ces trois pères de l'Europe, outre leur foi chrétienne, partagent une histoire commune : ils étaient originaires de régions frontalières (Luxembourg et Lorraine pour Schuman, Rhénanie pour Adenauer, Trentin pour de Gasperi) déchirées au cours de l'histoire par les ambitions des États voisins. Ils avaient subi la Première guerre mondiale, ils avaient eu des contacts entre eux avant la Seconde guerre mondiale, ils avaient été emprisonnés par les nazis ou les fascistes pendant et, enfin, ils étaient anti-communistes.

Les démocrates-chrétiens français et l'Europe

Cette connivence sera raillée en France: le président français Vincent Auriol résume la proximité des trois hommes par la formule suivante : « *trois tonsures sous la même calotte* » ; Jacques Hours, pourtant démocrate-chrétien, parle même négativement de la construction d'une *Europe vaticane*, Robert Lacoste brocarde une « *Europe rhénane sentant le goupillon et le haut-fourneau* ».

Le MRP ne sera d'ailleurs pas unanime derrière Schuman ; néanmoins, l'attachement à l'unification de l'Europe restera une constante doctrinale à tel point que les ministres MRP démissionneront lorsque de Gaulle (16 mai 1962) accentuera sa politique souverainiste.

Le MRP est globalement favorable à la construction européenne mais il est traversé par la ligne de fracture entre *fédéralistes* (Schuman, Pierre-Henri Teitgen, président du parti) et *unionistes* (Léo Hamon, Edmond Michelet, Georges Bidault). D'ailleurs, les dirigeants MRP ne participent pas au congrès des *Nouvelles Équipes Internationales* à Tours, en septembre 1953.

Le MRP évolue vers un euro-nationalisme qui prend progressivement ses distances avec le fédéralisme. D'ailleurs, en 1994, l'UDF (successeur du MRP) accueille avec scepticisme le projet fédéral des démocrates chrétiens allemands (CDU-CSU), élaboré par Wolfgang Schäuble et Karl Lamers.

Néanmoins, la promotion de l'idée européenne reste dans l'*A.D.N.* des successeurs du MRP, jusqu'à nos jours François Bayrou.

Mais la construction de l'Europe unie ne fut pas le monopole des démocrates-chrétiens. Parmi les pères de l'Europe, on retrouve des socialistes (Paul-Henri Spaak en Belgique, Altiero Spinelli en Italie) et des protestants (Jan Willem Beyen aux Pays-Bas).

La poursuite chaotique de la construction de l'Europe

Elle connaît un passage à vide en suite du rejet en 1954 par l'Assemblée nationale française du projet de *Communauté Européenne de Défense* (C.E.D.), pourtant imaginé par le Français René Pleven en 1951.

En 1957, la relance du projet européen ne vient plus de la France, discréditée par le sabotage de la C.E.D., mais des hommes politiques originaires des trois pays du *Benelux* (le Belge Spaak, le Néerlandais Beyen et le Luxembourgeois Bech) : ils proposent la création d'un marché commun. Cela aboutit à la création de la Communauté économique européenne, la C.E.E., et de l'*Euratom* (traités de Rome du 25 mars 1957). Mais, même si des personnalités de sensibilité chrétienne participent activement aux négociations (par exemple l'Allemand Walter Hallstein), l'influence démocrate-chrétienne s'estompe.

La période gaulliste (1958-1969) est marquée par une méfiance profonde vis-à-vis de l'Europe qui ne reprend sa progression qu'avec le dégel timide initié par Georges Pompidou (1969-1974). Le courant démocrate-chrétien, à travers l'UDF, est de nouveau associé au pouvoir lors de la présidence de Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981).

Pendant cette période, l'Europe fait de nouveaux progrès institutionnels (création du Conseil Européen, élection du Parlement européen au suffrage universel) et économiques (prémices de la monnaie unique avec le *Système Monétaire Européen*). D'ailleurs, Jacques Chirac stigmatise l'UDF comme étant le parti de l'étranger (appel de Cochin 1979). Mais, au sein de l'UDF, il n'est plus question de fédéralisme européen.



L'Europe fait de nouveau un bond en avant grâce à **Jacques Delors**. Il se rattache au mouvement catholique personnaliste de la *Vie nouvelle* et milite au sein du syndicat chrétien CFTC, puis au sein du parti socialiste. Il accède à la tête de la Commission Européenne en 1985. Sincèrement européen, appuyé par François Mitterrand dont il avait été le ministre des finances, et par le chancelier allemand CDU Helmut Kohl, mais combattu par le Premier ministre britannique Margaret Thatcher, il fait progresser la réalisation du *grand marché unique européen* (*Acte unique européen* de 1987) et met sur les rails la monnaie unique (traité de Maastricht 1992). Il est le premier (et pour le moment le seul) président

de la Commission qui ait fait progresser l'Europe sociale malgré les réticences des États membres. Il reste à la tête de la Commission jusqu'en décembre 1994 et laisse un bilan impressionnant. Depuis, les chefs de gouvernements des États membres n'ont plus jamais osé mettre à la tête de la Commission une personnalité qui risquait de leur faire de l'ombre !

Le bilan

Le démarrage du projet européen doit beaucoup aux hommes politiques démocrates chrétiens au pouvoir dans les principaux États au lendemain de la guerre. Pour eux, le projet européen était cohérent avec leurs convictions personnelles.

De plus, à aucun moment ils ne tentèrent d'imposer une référence religieuse dans la construction européenne ni ne cherchèrent une caution explicite du Vatican, d'ailleurs très en retrait sur le sujet. Les Communautés européennes créées dans les années 50 sont des constructions économiques même si la finalité est ouvertement politique.

Le mouvement d'unification de l'Europe, initié en 1950 par Schuman, Adenauer, de Gasperi et quelques autres, perdure ; il se développe avec des hauts et des bas selon deux axes permanents :

- L'approfondissement de l'union des États européens par la création d'institutions à connotation fédérale (Commission européenne, Cour de justice de l'Union, Parlement européen, Banque centrale européenne);
- L'élargissement de cette union à la plus grande partie du continent en profitant de l'effondrement du Rideau de fer en 1989.

À l'heure où on attribue souvent à l'Union européenne les échecs de ses États membres pour en faire un bouc émissaire commode, il convient de se souvenir qu'elle a été créée pour rendre inenvisageable et même impossible tout conflit armé entre pays européens.

Et que jusqu'à maintenant, elle a réussi ce pari...

Frédéric Bourquin

Sources

Dictionnaire de la droite, sous la direction de Xavier Jardin, Larousse, Paris 2007

Dictionnaire des idées politiques, collectif, Dalloz, Paris 1998

Histoire de l'unification européenne, Bernard Bruneteau, Armand Colin, Paris 1996

Fondements et étapes de la construction européenne, Dominique HAMON et Ivan Serge Keller, P.U.F., Paris 1997

La construction de l'Europe, Pierre Gerbet, Imprimerie Nationale Éditions, Paris 1999